

18 NOV. 1992



SCHWEIZERISCHER BUNDESRAT
 CONSEIL FÉDÉRAL SUISSE
 CONSIGLIO FEDERALE SVIZZERO

Beschluss

Décision

Decisione

Situation dans l'évêché de Coire**Mandat de l'ambassadeur de Suisse en mission spéciale auprès du Saint-Siège**

Vu la note de discussion du DFAE du 27 octobre 1992

Vu les résultats de la procédure de co-rapport et après délibération il est

décidé:

1. Il est pris connaissance, en l'approuvant, de la note de discussion du 27 octobre 1992 et de la réponse du DFAE du 16 novembre 1992 à la note du DFJP du 10 novembre 1992.
2. Monsieur Jenö C.A. Staehelin, ambassadeur en mission spéciale près le Saint-Siège, Chef de la Division politique I du DFAE, est mandaté pour intervenir auprès des autorités vaticanes dans le sens décrit dans la note de discussion du 27 octobre 1992 et de la réponse du DFAE du 16 novembre 1992 à la note du DFJP du 10 novembre 1992.

Pour extrait conforme:

Alles act. Meillon

Protokollauszug an:

- | | |
|-------------------------|-------------------------------|
| - Departementsvorsteher | 7 z.K. |
| - GS EDA | 1 z.K. |
| - GS EJPD | 1 z.K. |
| - Bundeskanzlei | 5 z.K. (FC, AC, Mu, Ho, Reg.) |

Dodis



EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

CONFIDENTIEL

Berne, le 27 octobre 1992

Note de discussion

Au Conseil fédéral

Pas destinée à la presse

Situation dans l'évêché de Coire
Mandat de l'ambassadeur de Suisse en mission spéciale auprès du Saint-Siège

1. Le Président de la Confédération M. René Felber et le Conseiller fédéral Jean-Pascal Delamuraz ont reçu le 9 septembre 1992 à Berne les représentants (cf. annexe 1) des gouvernements des sept cantons relevant de l'évêché de Coire pour un échange de vues sur la situation qui règne dans cet évêché.

Cette rencontre était organisée pour répondre aux préoccupations exprimées par les cantons de Schwyz, Uri, Obwald et Nidwald dans une lettre identique adressée en juin 1992 par chacun des cantons au Conseil fédéral (cf. annexe 2) sur la mise en danger de la paix confessionnelle dans l'évêché de Coire suite à l'installation de Mgr Haas, et sur leur opposition à une éventuelle mise en place d'un administrateur apostolique à Zurich.

La discussion qui eut lieu peut être résumée de la façon suivante: .

Le Président constate notamment que la crise persiste dans l'évêché alors que son dénouement relève de la responsabilité du Vatican.

Il évoque les démarches répétées entreprises auprès des autorités vaticanes, afin de les sensibiliser au problème, par l'ambassadeur Jenö C.A. Staehelin, Chef de la Division politique I du DFAE, ambassadeur en mission spéciale auprès du Saint-Siège.

La question d'une position commune aux Cantons et à la Confédération face à l'éventualité de la nomination d'un **administrateur apostolique à Zurich** se pose. Cette formule n'a pas été présentée officiellement, mais a été suggérée à Rome à l'ambassadeur Staehelin et évoquée publiquement par les évêques suisses à la suite de leur visite "ad limina apostolorum" au Vatican en juillet 1992.

En dehors de cette question centrale le Président indique encore que deux problèmes distincts devront être par ailleurs examinés:

- L'instauration d'une administration apostolique peut-elle être mise sur le même pied que la création d'un nouvel évêché? Si la réponse est affirmative une telle instauration est soumise à l'art. 50 al. 4 Cst. Dans une première prise de position la Direction du droit international public du DFAE semble penser que les deux institutions sont à mettre sur le même plan.
- Le maintien de la paix confessionnelle prévoit une intervention subsidiaire de la Confédération par rapport aux cantons. Il conviendra dans ce contexte de déterminer si la paix confessionnelle au sens de l'art. 50 al. 2 Cst. ne peut être troublée qu'entre deux confessions différentes, ou si elle peut l'être également au sein d'une seule religion.

En déclarant que la Confédération est prête à tout moment à répéter ses interventions à Rome le Président attire encore l'attention des Cantons sur le fait que tous les **contacts** qu'ils souhaitent établir avec le Vatican doivent impérativement être assurés **par le biais de la Confédération.**

En conclusion de la réunion les représentants du Conseil fédéral prenaient acte d'un double message:

1. les Cantons s'expriment à l'unanimité contre la nomination d'un administrateur apostolique à Zurich. Le canton de Zurich se solidarise ainsi avec les autres cantons dans le rejet d'une solution partielle. L'ensemble des cantons souhaite purement et simplement le départ de Mgr Haas.
 2. la Confédération est priée d'intervenir une nouvelle fois avec résolution au Vatican afin de faire valoir que le maintien de Mgr Haas met en jeu par les tensions qu'il provoque la paix confessionnelle dans l'ensemble du diocèse, voire en Suisse tout entière.
2. A son initiative le Président de la Confédération rencontra encore le 29 septembre 1992 avec M. le Conseiller fédéral Delamuraz Mgr Mamie, président de la Conférence suisse des évêques, pour un échange de vue informel. Celui-ci devait leur déclarer en substance qu'à ses yeux il était de la plus haute importance que la Suisse parle d'une seule voix au Vatican. Mgr Mamie saluait ainsi la pratique de la Confédération, conforme à l'art. 10 Cst., d'agir auprès des autorités vaticanes comme l'interprète exclusif des Cantons. Le Président de la Confédération rappelait d'ailleurs, le 9 septembre dernier, aux représentants des cantons qu'il devait absolument continuer d'en être ainsi.
3. Compte tenu de ce qui précède il convient de mandater l'ambassadeur Jenö C.A. Staehelin, ambassadeur en mission spéciale auprès du Saint-Siège, pour qu'il délivre aux autorités vaticanes le message suivant:

Des troubles dans un grand nombre de communes de l'évêché de Coire en relation avec le titulaire du siège épiscopal continuent de se produire. Une telle situation conduit la Confédération à intervenir auprès du Saint-Siège.

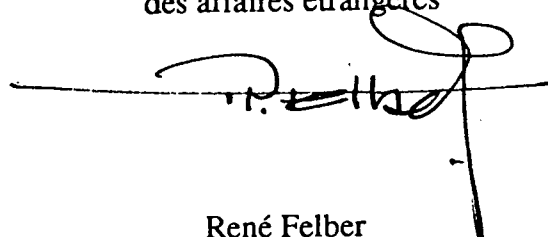
Cette démarche n'implique pas que la Confédération veuille se mêler sur le fond d'une affaire relevant de la vie interne de l'Eglise.

Les dissensions dans l'évêché de Coire n'affectent toutefois plus exclusivement les communautés catholiques, mais contribuent aussi à l'apparition de tensions entre les confessions, à l'intérieur des communes, des associations et même des familles.

Pour éviter que ces dissensions et ces tensions ne menacent la paix confessionnelle au sens de l'art. 50 al.2 Cst., la Confédération estime, à l'instar des gouvernements des sept cantons relevant de l'évêché de Coire, que le seul moyen de mettre un terme à la crise dans l'évêché réside dans l'éloignement de Mgr Haas de son siège épiscopal, et non dans l'adoption de solutions partielles comme, le cas échéant, l'installation d'un administrateur apostolique à Zurich couplé avec le maintien de Mgr Haas à Coire.

Nous vous demandons ainsi d'approuver la décision ci-jointe.

Département fédéral
des affaires étrangères

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'R. Felber', is written over a horizontal line. The signature is stylized and includes a large loop at the end.

René Felber

Situation dans l'évêché de Coire
Mandat de l'ambassadeur de Suisse en mission spéciale auprès du Saint-Siège

Vu la proposition du DFAE du

Vu les résultats de la procédure de co-rapport il est

décidé

1. Il est pris connaissance, en l'approuvant, de la note de discussion du 15 octobre 1992.
2. Monsieur Jenö C.A. Staehelin, ambassadeur en mission spéciale près le Saint-Siège, Chef de la Division politique I du DFAE, est mandaté pour intervenir auprès des autorités vaticanes dans le sens suivant:

Les troubles dans un grand nombre de communes de l'évêché de Coire en relation avec le titulaire du siège épiscopal persistent. Ceci conduit la Confédération à intervenir auprès du Saint-Siège.

Cette démarche n'implique pas que la Confédération veuille se mêler sur le fond d'une affaire relevant de la vie interne de l'Eglise.

Les dissensions dans l'évêché de Coire n'affectent toutefois plus exclusivement les communautés catholiques, mais contribuent aussi à l'apparition de tensions entre les confessions.

Pour éviter que ces dissensions et ces tensions ne menacent la paix confessionnelle au sens de l'art. 50 al.2 Cst., la Confédération estime, à l'instar des gouvernements des sept cantons relevant de l'évêché de Coire, que le seul moyen de mettre un terme à la crise dans l'évêché réside dans l'éloignement de Mgr Haas de son siège épiscopal, et non dans l'adoption de solutions partielles comme, le cas échéant, l'installation d'un administrateur apostolique à Zurich couplé avec le maintien de Mgr Haas à Coire.

Pour extrait conforme:

Le secrétaire:

Division politique I
p.B.15.21.VAT.-KJF/IF

Berne, le 2 septembre 1992

Liste des participants à la séance du 9 septembre 1992 à 16.00 h entre une délégation du Conseil fédéral et les représentants des cantons faisant partie de l'évêché de Coire

Représentants des cantons

URI	Landammann Dr. Hansruedi Stalder
SCHWYZ	Regierungsrat Dr. Egon Bruhin
OBWALD	Landstatthalter Adalbert Durrer
NIDWALD	Landammann Hanspeter Käslin Direktor des Innern Ferdinand Keiser
GLARIS	Landammann Jules Landolt Regierungsrat Ruedi Gisler
GRISONS	Regierungspräsident Christoffel Brändli Regierungsrat Joachim Caluori
ZURICH	Regierungsrat Moritz Leuenberger Dr. Urs Reber

Pflicht, bereits jetzt auf diese Gefahr hinzuweisen. Im Sinne einer möglichst wenig einschneidenden und damit verhältnismässigen Massnahme erachten wir es als angezeigt, die kirchlichen Stellen und insbesondere den Heiligen Stuhl mit Nachdruck auf diese Umstände aufmerksam zu machen. Der Heilige Stuhl ist sodann zu ersuchen, alles in seiner Macht stehende zu unternehmen, um zu einem Abbau der Spannungen beizutragen. Insbesondere soll von einer Administration Zürich abgesehen werden.

Wir danken Euch für das Verständnis und benützen den Anlass, um Euch, getreue, liebe Eidgenossen, samt uns dem Macht-schutz Gottes zu empfehlen.

Altdorf, 15. Juni 1992

Im Namen des Regierungsrates

Der Landammann:



Der Kanzleidirektor:



IL QUOTIDIANO

del 20.10.1992

intervista al Cardinale Ratzinger

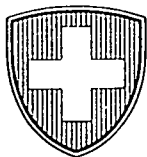
domanda: Lei sa che una delle croci della chiesa svizzera è la la contestazione al Vescovo Haas.

Lei intravede una via d'uscita a questo "impasse"?

risposta: Una via d'uscita concreta, pratica, non la vedo.

Io penso che riflette questo problema di Coira un pò i problemi interni della chiesa in Europa e in Occidente. Non è talmente visibile in altre parti della chiesa. Forse anche il temperamento svizzero e le tradizioni svizzere di certe autonomie che non ci sono in altri paesi rendono più visibile, più acuto il problema.

Ma direi in profondità è una questione della chiesa del futuro. E questa divisione che esiste nella diocesi non va superata, penso, con mezzi facili, ma esige tutto il nostro impegno per ritrovare una unità profonda e vera nella chiesa. Quindi, per me, soluzioni puramente giuridiche, istituzionali, non sarebbero una risposta sufficiente, se non ritroviamo la profonda unità della fede e la profonda comunione cattolica nella chiesa. (forse dice "della chiesa").



EIDGENÖSSISCHES JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DI GIUSTIZIA E POLIZIA

Bern, 10. November 1992

An den Bundesrat

VERTRAULICH/GRÜN

Situation im Bistum Chur

Zusatzpapier zur "note de discussion" des EDA vom 27. Oktober 1992

Im Anschluss an unsere letzte Aussprache im Bundesrat über die Situation im Bistum Chur und über ein allfälliges Mandat von Botschafter Stähelin habe ich Ihnen ein Zusatzpapier aus der Sicht des EJPD in Aussicht gestellt.

1) Die Störung des religiösen Friedens

Die Zusammenkunft der Regierungsvertreter aus den Churer Bistumskantonen mit Bundespräsident Felber und Bundesrat Delamuraz vom 9. September 1992 hat aufgezeigt, dass die Regierungen aller Bistumskantone sehr besorgt sind über das Anwachsen der innerkirchlichen Spannungen und über die damit verbundene Gefährdung des religiösen und des gesellschaftlichen Friedens. Es wurde gesagt, dass wegen des Konfliktes um Bischof Wolfgang Haas eine Spaltung in Familien, Schulen und Gemeinden drohe, dies u.a. auch mit dem Hinweis auf die zahlreichen konfessionell gemischten Ehen. Dieser Konflikt sei heute nicht mehr eine rein innerkatholische Angelegenheit, und betreffe auch das öffentliche Wohl. Weder in den mündlichen Voten noch in den Schreiben der Kantone Uri und Obwalden ist jedoch geltend gemacht worden, dass der religiöse Friede in den Kantonen gestört sei. Immerhin sei er "ernsthaft bedroht".

Zuständig für die "Handhabung der Ordnung und des öffentlichen Friedens unter den Angehörigen der verschiedenen Religionsgemeinschaften" sind die Kantone. Nach anerkannter Lehre ist der Bund nur subsidiär zuständig. Nach der Rechtsprechung des Bundesgerichtes sind sehr hohe

Anforderungen an die Annahme einer Störung des Religionsfriedens zu stellen. Es betont, dass man in einem Land, in dem die Kulturfreiheit garantiert sei, von einem "certain degré de tolérance reciproque" der Religionsgemeinschaften und ihrer Angehörigen ausgehen dürfe. Für eine Störung bedürfe es "que la vie en commun soit perturbée ou menacée" und dass aus dem Handeln einer Religionsgemeinschaft "un état de tension préjudiciable" resultiere (BGE 108 Ia 43f.). Auch Art. 9 Abs. 2 EMRK setzt einer Einschränkung der Glaubens- und Gewissensfreiheit enge Grenzen.

Der Staat ist zur konfessionellen Neutralität verpflichtet. Er soll sich nicht in innerkonfessionelle Auseinandersetzungen einmischen, soweit daraus keine Störung der öffentlichen Ordnung entsteht. Daraus ergibt sich, dass unsere Verfassung ein hohes Mass an Toleranz gegenüber religiös Andersdenkenden - inner- wie interkonfessionell - voraussetzt, und dass sich deshalb Bund und Kantone grosse Zurückhaltung auferlegen sollten, bevor sie "geeignete Massnahmen" im Sinne von Art. 50 Absatz 2 BV treffen. Nach den geschichtlichen Erfahrungen aus dem letzten Jahrhundert auf diesem Gebiet drängt sich insbesondere auch seitens des Bundes grosse Vorsicht auf, um keine unerwünschten Präjudizien zu schaffen.

2. Die Intervention beim Hl. Stuhl

Da die betroffenen Kantone selbst davon ausgehen, dass in der heutigen Lage nicht von einer Störung des religiösen Friedens gesprochen werden könne, haben sie - abgesehen von einigen öffentlichen Stellungnahmen - keine entsprechenden Massnahmen ergriffen, die in ihrem Kompetenzbereich liegen. Sie erwarten vielmehr vom Bund, dass er "die kirchlichen Stellen und insbesondere den Heiligen Stuhl mit Nachdruck auf diese Umstände aufmerksam macht". In der Aussprache mit dem Bundesrat ist jedoch zum Ausdruck gekommen, dass die Regierungen vom Bund eine Intervention beim Vatikan mit dem Ziel einer Ablösung von Bischof Haas erwarten.

Direkte Gespräche der kantonalen Regierungen mit Bischof Haas erscheinen nach den gemachten Erfahrungen wenig versprechend. Die Annahme ist deshalb sicher richtig, dass kirchlicherseits nur der Hl. Stuhl als geeigneter Gesprächspartner in Frage kommt, um einen Abbau der Spannungen im Bistum Chur zu erreichen. Der Bundesrat führt sowohl im eigenen Namen wie namens der Kantone diese Kontakte zum Vatikan. Diese Konzentration in der Hand des Bundes ist verfassungsrechtlich wie politisch geboten. Da damit den Kantonen der direkte Kanal zum Vatikan versperrt bleibt, ist es umgekehrt die Aufgabe des Bundesrates, die Anliegen und Besorgnisse der Kantone ernst zu nehmen und mit entsprechendem Nachdruck zu vertreten. Es besteht unter den gegebenen Umständen sicherlich ein Handlungsbedarf in dem Sinne, dass der schweizerische Sonderbotschafter beim Hl. Stuhl die vatikanischen Stellen mit aller Klarheit auf die politischen und gesellschaftlichen Auswirkungen des Churer Bischofkonfliktes und die Sorgen der

Regierungen hinweist. Dazu gehört auch die Orientierung, dass die Regierungen der Bistumskantone den offiziellen Vorschlag einer "apostolischen Administratur Zürich" einhellig ablehnen. Aus der Sicht der Regierungen sei eine kirchenrechtliche oder faktische Teilung der Diözese Chur im heutigen Zeitpunkt nicht erwünscht. Wichtig erscheint auch der Hinweis, dass der Bundesrat seinerseits besorgt ist über die Entwicklung im Bistum Chur. Eine Orientierung der vatikanischen Stellen im dargestellten Sinne lässt den kirchlichen Stellen volle Freiheit, wie sie die erhaltenen Informationen bewerten und darauf reagieren wollen.

3) Die Verletzung der staatlichen Mitwirkungsrechte bei der Churer Bischofsnachfolge

Wesentlich heikler ist die Frage, welche Massnahmen der Bundesrat gegenüber dem Hl. Stuhl fordern kann und soll. Die "note de discussion" des EDA stellt fest, "que le seul moyen de mettre un terme à la crise dans l'évêché réside dans l'éloignement de Mgr Haas de son siège épiscopale". Von einer solchen Forderung ist aus staatsrechtlicher und -politischer Sicht Abstand zu nehmen. Die Voraussetzung einer derartigen Intervention sind heute nicht gegeben und sie wäre deshalb mit dem Gebot der Verhältnismässigkeit nicht vereinbar. Sie zielt ihrem Gehalt nach auf einen zentralen Inhalt der Glaubens- und Kulturfreiheit, ist doch nach Auffassung der katholischen Kirche Bischof Haas legitimer Bischof von Chur. Bevor eine solche Forderung offiziell erhoben und mit Nachdruck vertreten wird, müssten der religiöse Friede gestört und im Sinne der Verhältnismässigkeit alle andern geeigneten Massnahmen erfolglos ergriffen worden sein, was sicher bis anhin nicht der Fall ist.

Der einzig mögliche Grund für eine Intervention oder Vorsprache des Bundesrates beim Hl. Stuhl wäre in der heutigen Lage die Verletzung der staatlichen Mitwirkungsrechte bei der Nachfolge des Churer Bischofs. Nach Art. 50 Abs. 2 BV können Bund und Kantone "gegen Eingriffe kirchlicher Behörden in die Rechte der Bürger und des Staates die geeigneten Massnahmen" treffen. Wenn also beim Churer Bischofswahlverfahren verbriefte staatliche Mitwirkungsrechte umgangen oder verletzt worden sind, braucht dies staatlicherseits nicht einfach hingenommen zu werden, zumal dann nicht, wenn im Gefolge eines solchen Verfahrens ein Konflikt entsteht, der den Religionsfrieden tangieren könnte.

Der Bundesrat hat in Beantwortung der Interpellationen Seiler und Jaeger vom Juni 1990 zwar Besorgnisse "grosser Teile der schweizerischen Bevölkerung" festgestellt und auf die komplexe und kontroverse Rechtslage hingewiesen. Er hat aber keinen eigenen Rechtsstandpunkt geäussert, sondern einfach dargetan, dass "nach seiner Ansicht die Schwyzer Argumente nicht leicht von der Hand gewiesen werden" können. Eine Intervention erachtete er zu jenem Zeitpunkt als verfrüht.

In der Zwischenzeit haben sich verschiedene Gutachter mit dieser Rechtslage befasst. Die Meinungsäusserungen sind zwar nach wie vor kontrovers. Immerhin haben jedoch seriöse Kenner des Kirchen- und Staatsrechts eine Verletzung staatlicher Mitwirkungsrechte, insbesondere der Kantone Schwyz und Graubünden, bestätigt. Die Regierung des Kantons Graubünden hat vor einiger Zeit ein erneutes Gutachten bei Prof. Thomas Fleiner in Auftrag gegeben. Es wird auf Ende Jahr erwartet.

Die Klärung der Rechtslage ist für uns von grossem Interesse. U.E. sollte nun vorerst das Gutachten von Prof. Fleiner abgewartet werden.

Ideal wäre es wohl, wenn die Sondermission von Botschafter Stähelin nach Ziffer 2 (Orientierung über die Haltung der Kantonsregierungen und des Bundesrates) und die Vertretung des Rechtsstandpunktes des Bundesrates i.S. Churer Bischofsnachfolge miteinander verbunden werden könnten.

Die Regierungen der Churer Bistumskantone sind u.E. über unsere Haltung vertraulich zu informieren.

4. Anträge

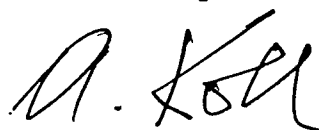
4.1.

Von der Forderung nach Ablösung von Bischof Haas im Sinne von Ziffer 3 der "note de discussion" des EDA vom 27. Oktober 1992 ist Abstand zu nehmen, da die Voraussetzung dafür nicht gegeben sind.

4.2.

Die Beschlussfassung über eine allfällige Intervention oder Vorsprache des Bundesrates beim Hl. Stuhl ist bis zum Vorliegen des Gutachtens von Prof. Fleiner zu verschieben.

Justiz- und
Polizeidepartment





EIDGENÖSSISCHES DEPARTEMENT
FÜR AUSWÄRTIGE ANGELEGENHEITEN
DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
DIPARTIMENTO FEDERALE DEGLI AFFARI ESTERI

Berne, 16 novembre 1992

Au Conseil fédéral

CONFIDENTIEL/VERT

Réponse à la note du DFJP du 10 novembre 1992

Situation dans l'évêché de Coire. Mandat de l'ambassadeur de Suisse en mission spéciale auprès du Saint-Siège

1. Contrairement à l'avis exprimé par le DFJP nous sommes convaincus qu'il convient d'effectuer sans attendre une intervention au Vatican.

Lors de la réunion du 9 septembre 1992 entre les représentants des gouvernements des sept cantons appartenant à l'évêché de Coire et une délégation du Conseil fédéral nous avons pris acte de ce que tous les cantons présents ont demandé au Conseil fédéral d'intervenir sans délai et avec fermeté auprès des autorités vaticanes afin de leur exposer combien la situation ne cessait de se dégrader dans l'évêché de Coire.

Nous devons être d'autant plus respectueux de cette volonté des cantons que nous les avons mis en garde contre des démarches isolées qu'ils pourraient être tentés d'effectuer auprès des autorités du Vatican, en leur rappelant les obligations qui découlent de l'art. 10. Cst. Il convient donc de prendre en compte cette grande attente des cantons de nous voir intervenir en leur nom à Rome.

Nous sommes dès lors de l'avis qu'il faudra intervenir au Vatican sans attendre l'avis du professeur Fleiner. A la lumière de cet avis, prévu pour janvier 1993, une nouvelle intervention pourra parfaitement être envisagée.

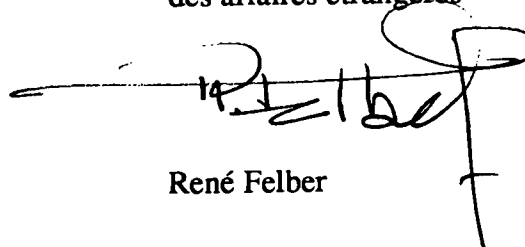
2. Nous sommes en revanche d'accord avec le DFJP de limiter le mandat de l'Ambassadeur Staehelin et de le charger d'expliquer les seules positions des sept cantons envers la situation dans l'évêché de Coire, sans faire état d'une position du Conseil fédéral. En rapportant la position des cantons il faudra y inclure une mention de leur souhait unanime de voir éloigné Mgr Haas de son siège épiscopal. Ne pas mentionner ce souhait des cantons et se limiter à exprimer la préoccupation des cantons et du Conseil fédéral devant la

situation dans l'évêché de Coire, réduirait l'intervention de Monsieur Staehelin à celles déjà faites dans le passé et à plusieurs reprises.

Proposition:

La note de discussion du 27 octobre 1992 ainsi que le point 2 du dispositif sont modifiés en conséquence.

Département fédéral
des affaires étrangères

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'René Felber', written over a horizontal line. The signature is stylized and includes a large loop at the end.

René Felber

Annexe mentionnée

Situation dans l'évêché de Coire
Mandat de l'ambassadeur de Suisse en mission spéciale auprès du Saint-Siège

Vu la proposition du DFAE du

Vu les résultats de la procédure de co-rapport il est

décidé

1. Il est pris connaissance, en l'approuvant, de la note de discussion du 27 octobre 1992 et de la réponse du DFAE du 16 novembre 1992 à la note du DFJP du 10 novembre 1992.
2. Monsieur Jenö C.A. Staehelin, ambassadeur en mission spéciale près le Saint-Siège, Chef de la Division politique I du DFAE, est mandaté pour intervenir auprès des autorités vaticanes dans le sens décrit dans la note de discussion du 27 octobre 1992 et de la réponse du DFAE du 16 novembre 1992 à la note du DFJP du 10 novembre 1992.

Pour extrait conforme:

Le secrétaire:



EIDGENÖSSISCHES JUSTIZ- UND POLIZEIDEPARTEMENT
 DÉPARTEMENT FÉDÉRAL DE JUSTICE ET POLICE
 DIPARTIMENTO FEDERALE DI GIUSTIZIA E POLIZIA

Bern, 17. November 1992

An den Bundesrat

VERTRAULICH/GRÜN

Situation im Bistum Chur. Sondermission von Botschafter
 Stähelin

Stellungnahme zur Antwort des EDA vom 16. November 1992 auf
 das Zusatzpapier des EJPD vom 10. November 1992

- 1) Wir sind damit einverstanden, dass Botschafter Stähelin - ohne das Ergebnis des Gutachtens von Prof. Fleiner abzuwarten - beauftragt wird, dem Vatikan mit Nachdruck die tiefe Besorgnis der Regierungen der Bistumskantone und des Bundesrates über die Entwicklung der Lage in der Diözese mitzuteilen. Dies entspricht unserer Haltung, welche wir bereits im Zusatzpapier vom 10. November vertreten haben (Pt. 2).
- 2) Entgegen der Antwort des EDA vom 16. November (Pt.2) soll jedoch im jetzigen Zeitpunkt darauf verzichtet werden, die Forderung der Bistumskantone nach einer Ablösung von Bischof Haas offiziell aufzunehmen und zu übermitteln. Eine Trennung zwischen der Haltung der Kantone und jener des Bundesrates wäre nicht überzeugend. Es müsste vielmehr darauf insistiert werden, dass es Sache des Hl. Stuhles selber sei, in absehbarer Zeit einen Ausweg aus der unerfreulichen Konfliktsituation zu finden.

Justiz- und
 Polizeidepartement

A. K. S.